



Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

A l'Ouest comme à l'Est L'illusion démocratique : un poison mortel pour la classe ouvrière

■ Le 9 novembre 1989, le mur de Berlin tombait. Cet événement a donné lieu à un déchaînement médiatique sans doute sans précédent dans ce siècle. Pendant trois jours, toutes les caméras du monde se sont braquées sur Berlin, où près de 3 millions d'Allemands de l'Est ont passé le mur, et envahi l'Ouest de la ville. Les images de ces foules se ruant en un flot ininterrompu par tous les points de passage devant des Vopos souriants, les scènes euphoriques de retrouvailles entre familles déchirées, les gros plans sur le regard des enfants de l'Est devant les vitrines bien garnies de l'Ouest et l'image de cette débauche de consommation dans Berlin-Ouest (financée par les autorités de RFA qui offraient royalement 100 Deutsche Marks à tous ceux qui passaient le mur), toute cette couverture médiatique, chargée émotionnellement au maximum, n'est pas gratuite. Il suffit à la bourgeoisie de déverser dans ses médias les images de ces "trois jours de folie" pour faire passer son message : "Ce jour historique marque la victoire définitive et totale de la démocratie sur le totalitarisme", "Peuples du monde, réjouissez-vous de ce jour de gloire, où le capitalisme a démontré sa supériorité absolue sur

les régimes socialistes".

Ces événements, cette ambiance d'euphorie, ne sont pas sans rappeler d'autres journées de triste mémoire, à la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque la bourgeoisie du bloc allié fêta sa victoire sur le bloc rival. Dans tous les pays "libérés", on a vu les mêmes scènes de foules enthousiastes, la même ambiance de kermesse, où la bourgeoisie célébrait cette fois la victoire de l'antifascisme sur le fascisme. A cette occasion, ce n'était pas la classe ouvrière qui fêta la fin de l'holocauste, en développant sa propre réponse de classe. Non, c'était bien la bourgeoisie qui triomphait et qui entraînait derrière elle la population et en particulier la classe ouvrière dans son orgie nationaliste. A cette occasion, le PCF, qui faisait à l'époque partie des vainqueurs, pouvait déverser dans "l'Humanité" sa haine chauvine : "A chacun son boche", sans que les ouvriers n'aient la force de s'y opposer.

Hier, la bourgeoisie utilisait la défaite du fascisme pour enchaîner la classe ouvrière derrière la défense de la démocratie et de l'Etat bourgeois. Aujourd'hui, avec l'effondrement du stalinisme c'est

un autre représentant de la barbarie du capitalisme décadent qui révèle sa faillite. Mais là encore, sa mort sert surtout les intérêts de la bourgeoisie, qui est en train d'utiliser ses événements pour tenter à nouveau d'entraîner la classe ouvrière derrière la défense de la démocratie.

Ouvriers, prenez garde à ne pas vous laissez enivrer par tout ce battage sur le "vent de liberté" venu de l'Est. C'est un piège mortel qui vous est tendu. Ce que la bourgeoisie cherche à faire, c'est à vous faire quitter votre terrain de classe au profit de celui de la défense du modèle occidental de l'exploitation capitaliste, présenté comme "le moindre mal" et comme "la seule alternative possible". Ce qu'elle cherche à faire, c'est à vous faire accepter les sacrifices présents et à venir, ou tout au moins à vous désarmer dans votre capacité de riposter sur votre terrain de classe aux attaques du capitalisme qui vont redoubler sous les coups de la crise. Elle cherche surtout à dénaturer à vos yeux les véritables enjeux de la situation présente : au-delà de l'effondrement du bloc capitaliste de l'Est, c'est le système capitaliste tout entier qui, en s'enfonçant toujours plus dans la crise, se décompose aujourd'hui par pans entiers, et menace d'entraîner avec lui l'humanité dans la barbarie la plus totale.

Voilà l'avenir que nous prépare le capitalisme, si la classe ouvrière accepte de "choisir le moindre mal" comme le lui propose la classe dominante, c'est-à-dire si elle se laisse désarmer en s'illusionnant sur la possibilité de s'aménager une place au sein du capitalisme. C'est pour cela que, face à cette situation, la classe ouvrière doit poursuivre résolument ses luttes de résistance à l'exploitation capitaliste, en restant fermement sur son terrain de classe et en ayant clairement conscience qu'il n'y a rien à attendre de ce système de mort et de misère. Ce n'est qu'en se détournant des sirènes démocratiques de la bourgeoisie, qu'elle pourra résister à toute cette décomposition et se préparer dans ses combats futurs à détruire ce système avant qu'il ne détruise la planète. Plus que jamais l'avenir de l'humanité est entre les mains du prolétariat.

PE

R.D.A. L'effondrement irréversible du bloc de l'Est

■ Il aura fallu à peine deux mois de crise politique déclarée du régime stalinien de la RDA (1) pour que ce qui était le symbole de son existence et le point névralgique du "rideau de fer", le mur de Berlin, vole en éclat. Ce qui symbolisait en plein cœur de l'Europe toute l'horreur de la société capitaliste en décadence, la terreur de la contre-révolution stalinienne et de la division du monde entre deux blocs antagoniques, l'Est contre l'Ouest, s'est écroulé le 9 novembre ! Parce que la RDA était le pays fer de lance du bloc de l'Est contre l'Ouest, parce qu'il restait au niveau économique le seul, au sein du COMECON, capable de fournir à l'URSS l'équipement industriel dont elle avait besoin, mais aussi et avant tout parce que c'est l'Etat où sont stationnées les troupes d'élite de l'armée soviétique, la chute du mur de Berlin marque le moment le plus spectaculaire mais aussi le plus significatif de l'effondrement irréversible du bloc impérialiste de l'Est, de la mort du stalinisme.

Parce que cet effondrement touche avant tout le pays leader du bloc, l'URSS (2), c'est toute l'unité, la cohésion de son bloc impérialiste qui

vole aujourd'hui en éclat et à une vitesse absolument incroyable. Après la Hongrie, puis la Pologne, c'est l'écroulement du mur de Berlin qui a ensuite ouvert en quelques jours la porte pour que deux autres bastions parmi les plus orthodoxes du régime stalinien, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie tentent de se débarrasser à leur tour de leurs oripeaux staliniens. Seul le régime népotique et autocratique de Ceausescu échappe encore à la tourmente au prix d'une fermeture totale de ses frontières !

La rapidité des événements qui ont conduit à la chute du mur de Berlin illustre à quel point la cohésion du bloc de l'Est reposait essentiellement sur la seule force armée de son pays leader. C'est l'incapacité de l'URSS à continuer de jouer (2) son rôle de gendarme qui entraîne la chute brutale et incontrôlée des régimes staliniens. Alors que ce sont les forces d'occupation soviétique qui avaient sauvé le régime stalinien de RDA en 1953 par la répression sanglante de la révolte ouvrière, les troupes d'élite de l'armée soviétique sont restées totalement absentes de la scène lorsque le SED (le

(SUITE PAGE 2)

SOMMAIRE

CRISE ET DECOMPOSITION DU CAPITALISME

- . Allemagne de l'Est.....p.2
- . A l'Ouest comme à l'Est, un même capitalisme en faillite.....p.8
- . Salvador.....p.6
- . Liban.....p.6
- . New-York.....p.6

FRANCE

- . Les syndicats paralysent les ouvriers.....p.4
- . ..pendant que le gouvernement cogne.....p.4
- . Le mythe du "partage des profits".....p.5
- . "Foulard" : une campagne de plus.....p.5

LA PASIONARIA : UNE VIE AU SERVICE DU CAPITAL...p.2

QUAND LES DEMOCRATES SOUTENAIENT STALINE.....p.3

QUAND LES DEMOCRATIES SOUTENAIENT STALINE POUR ECRASER LA CLASSE OUVRIERE

(VOIR PAGE 3)

L'EFFONDREMENT IRREMEDIALBLE DU BLOC DE L'EST

(SUITE DE LA PAGE 1)

parti stalinien) a voulu répondre par la répression aux premières grandes manifestations massives réclamant la démocratie début octobre. Ces mêmes troupes d'élite soviétiques sont restées de simples spectateurs passifs au moment de l'ouverture du mur de Berlin. Et alors que 21 ans auparavant, elles participaient à l'écrasement du soulèvement "démocratique" du printemps de Prague, aujourd'hui l'URSS assiste sans broncher au spectacle des énormes manifestations qui déferlent en Tchécoslovaquie depuis une semaine sous les cris de la démocratie et qui viennent d'aboutir à la démission de tout le gouvernement stalinien actuel.

La réalité de l'effondrement du bloc de l'Est saute encore aux yeux quand on examine les causes immédiates qui ont conduit à la construction du mur de Berlin en août 1961 et à sa chute aujourd'hui. Ce sont exactement les mêmes causes : la fuite vers l'Ouest de centaines de milliers de travailleurs qualifiés, la principale richesse du pays, et qui met directement en danger l'existence même de l'Etat est-allemand (1). Ainsi, dans les principales villes de RDA aujourd'hui, les services médicaux sont incapables de fonctionner par manque de médecins et d'infirmiers qui sont partis à l'Ouest ; les transports, dans des villes comme Leipzig sont au bord de la paralysie, une centaine de conducteurs de trams a émigré en RFA ; il n'y a plus de pain dans certains endroits parce qu'il n'y a plus de boulangers... Mais alors qu'en 1961, la RDA avait réussi à survivre en se barricadant derrière le mur et les frontières des autres pays du Pacte de Varsovie, la seule voie de survie aujourd'hui, c'est celle de l'ouverture d'un processus de "démocratisation", d'ouverture de ses frontières à l'Ouest qui ouvre en même temps la porte à la remise en cause du régime stalinien et à la disparition de sa propre légitimité en tant qu'Etat (1). Sans le mur de Berlin, la RDA ne peut que devenir totalement dépendante de l'Etat ouest-allemand, notamment sur le plan économique.

UNE SITUATION TOUJOURS PLUS INCONTROLABLE

Il n'aura pas fallu plus de 5 semaines pour que l'Etat le plus stable tant du point de vue politique qu'économique au sein du bloc de l'Est subisse les convulsions mortelles des régimes staliniens. Le 7 octobre dernier, le n° 1 du Parti stalinien Honecker célébrait encore en grande pompe le 40^{ème} anniversaire de l'Etat est-allemand. Aujourd'hui, c'est l'existence même du parti stalinien et de la RDA en tant qu'Etat qui sont en train d'être remis en cause.

L'engagement dans une politique de réformes et de démocratisation, auquel a été contraint le parti stalinien pour essayer de garder le pouvoir, a ouvert la porte à un processus désormais incontrô-

lable. Toute la haine de la population accumulée depuis 40 ans s'est déversée massivement dans les rues entraînant une situation de plus en plus difficile à dominer. Et cette haine, cette suspicion ne pouvait que s'amplifier quand la population a vu le même appareil, les mêmes hommes qui, durant 40 ans, ont mené une politique de répression et de contrôle impitoyables sur toute la société abandonner du jour au lendemain cette politique pour celle de la "Glasnost". Les mêmes, qui, une semaine auparavant, accusaient les manifestants d'être des criminels et qui, comme Krenz, le nouveau n° 1 du Parti, est haï par tout le monde en particulier pour avoir publiquement soutenu le massacre de Pékin, devenaient les champions des réformes ! Après la chute de Honecker et des deux principaux ministres du gouvernement aux premiers jours d'octobre, les limogeages, les démissions, les suicides de certains dirigeants au sein du Parti, et les mesures de réformes se sont succédées en vain sans que personne, au sein du gouvernement et de toutes les forces bourgeoises, ne domine la situation. Aujourd'hui, le SED, face à son incapacité à contrôler la situation est contraint d'annoncer l'abandon de son monopole du pouvoir. Mais il n'y a aucune force d'opposition capable aujourd'hui de prendre le relais. Le principal groupe d'opposition, le "nouveau forum" existe seulement depuis quelques semaines et regroupe surtout des intellectuels et des artistes qui avouent eux-mêmes leur propre incapacité à être réellement une force gouvernementale ! La RDA ne peut que s'enfoncer de plus en plus dans le chaos et l'instabilité.

LA RESPONSABILITE DU PROLETARIAT FACE AUX CAMPAGNES DEMOCRATIQUES ET NATIONALISTES

Le mur de Berlin n'est pas tombé sous les coups de la classe ouvrière cherchant l'unité avec ses frères de classe de l'autre côté du mur, mais sous les vivas de la "Démocratie", de la "Liberté", du "Peuple" !

Actuellement, la classe ouvrière à l'Est, en particulier celle de RDA, qui est une des classes ouvrières les plus développées et concentrées dans le monde, mais qui souffre du poids tragique de la contre-révolution (1), subit de plein fouet toutes les illusions sur l'occident "démocratique" et "prospère". Aucune revendication sur un terrain de classe ne s'est fait entendre dans les manifestations qui ont regroupé des centaines de milliers de personnes durant le mois d'octobre dans les principales villes de RDA sous la bannière de la démocratie et la protection de l'église luthérienne, alors que la classe ouvrière en constituait la majorité des participants. Ce sont ces mêmes illusions qui pèsent aussi fortement sur la classe ouvrière en Tchécoslovaquie. C'est par centaines de milliers qu'elle vient d'acclamer ces derniers jours l'ancien secrétaire général du Parti, le revenant Dubcek, alors que celui-ci l'a livrée pieds et poings liés à

la sanglante répression des chars russes au printemps 1968.

Mais si la classe ouvrière à l'Est ne peut que se laisser entraîner actuellement sur un terrain qui n'est pas le sien, il ne peut en être de même pour le prolétariat de l'Ouest, qui lui, a l'expérience de la démocratie et de l'économie de marché. Or, ce qui domine aujourd'hui dans la situation, relayé et amplifié par tout le battage médiatique, c'est que non seulement avec la mort du stalinisme, c'est la faillite du "communisme", mais encore qu'avec la mort du stalinisme, c'est la victoire du bloc adverse, la victoire du bloc de la Démocratie, de la Liberté, du capitalisme ! Ce qui résonne aujourd'hui dans tout le bloc occidental et en particulier en Allemagne, ce sont les acclamations interclassistes, populaires, semblables à celles du "peuple français" accueillant les troupes américaines victorieuses à Paris en 1945.

Bien que les effets de l'atmosphère de victoire, du triomphe du bloc de l'Ouest ne peut pas être comparé à celui de 1945, parce que la classe ouvrière au niveau international n'a pas subi de défaite historique majeure, et parce que ces événements ont lieu après 20 ans de crise économique au sein même du bloc victorieux et dans une situation où ni les USA, ni les pays d'Europe ne sont en mesure de proposer un nouveau plan Marshall aux pays du bloc "vaincu", cela représente néanmoins un danger très important pour la conscience de la classe ouvrière. Le danger de s'identifier momentanément avec le bloc "vainqueur", d'adhérer à ses campagnes sur le fait qu'il existe quand même au sein du monde capitaliste un système moins pourri, plus vivable. Au danger de se laisser prendre aux campagnes sur l'impossibilité du communisme, et aux hésitations sur la possibilité même de pouvoir mener une lutte de classe, collective et solidaire, s'ajoute aujourd'hui en Allemagne en particulier le danger pour la classe ouvrière de se faire happer par les sirènes nationalistes qui ressurgissent autour de la question brûlante de la réunification de l'Allemagne.

Actuellement, le prolétariat le plus décisif au sein du prolétariat mondial pour dégager une perspective révolutionnaire, le prolétariat en Allemagne, est le plus directement exposé aux immenses campagnes démocratiques et nationalistes de la bourgeoisie. Il appartient au prolétariat des autres pays centraux, en particulier, en France, de combattre énergiquement ces illusions en refusant de se laisser entraîner derrière ces campagnes.

LA

(1) Voir l'article dans le n° précédent : "La RDA au coeur de la tourmente".

(2) Sur les racines de cet effondrement, voir l'article dans le n° précédent : "Les convulsions mortelles du stalinisme".

Quelques librairies où l'on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.
BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine
"Mimesis", 58 rue de Grassis.
BREST : "Maison de la Presse", 64 rue Jean Jaurès
CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3 rue de l'Ente.
Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras
Maison de la Presse, place de Jaude
DUNKERQUE : Maison de la Presse, 34 rue Poincaré.
LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne
Maison de la Presse, place de la Trémoille
LE HAVRE : "Presse des Halles, 27 place des
Halles Centrales
LILLE : "Galerie", 57 rue de Béthune
"Centre Culturel Libertaire", 1-2 rue du Péage,
Métro Fives
LYON : "La Grypse", 5 rue Sébastien Grypse (7e)
MARSEILLE : "Odeur du Temps", 6 rue Pastoret. 13006
Maison de la Presse, 1 chemin de la
Gavotte. 13005
Maison de la Presse, rue Lamartine,
13500 Martigues
Maison de la Presse, quai Stalingrad,
13 La Ciotat
MELUN : "La Porte Ouverte", 19 rue Général de Gaulle
MONTAUBAN : Maison de la Presse,
rue de la République
METZ : "Géronimo", 31 rue du Pont des Morts
MONTPELLIER : "La Brèche", rue de l'Université
MONTROUGE : "La Boulangerie", 67 rue de Bagnaux
NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur
"Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest
NICE : "Le Temps de Vivre", 50 Bd de la Madeleine
ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame
de la Délivrance
PARIS : "L'Herbe Rouge", 1 bis rue d'Alésia (75014)
"Parallèles" 47, rue St Honoré (75001)
TOULON : Hall de Presse, Bd Maréchal Leclerc
"Le Vulcain", quai Stalingrad La Seyne sur Mer
TOULOUSE : "Toulouse Presse", 60 rue Bayard
"FNAC", 1 bis place Occitane
"Les Arcades, place du Capitole

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés : ISSN 0336 464 X

APPEL AUX LECTEURS :

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux, nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

APPEL
A LA SOUSCRIPTION

L'AIDE POUR LA DEFENSE DE NOS IDEES PASSE AUSSI PAR DES SOUSCRIPTIONS. NOUS POURSUIVONS L'APPEL LANCE EN MAI 85 POUR LE SOUTIEN A NOTRE PRESSE ET A NOTRE INTERVENTION.
Pour une souscription minimum de 50F (le préciser nettement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de R.I. ou 5 de la Revue Internationale ou les numéros encore disponibles du Bulletin d'Etudes et de Discussions.

SOUSCRIPTIONS

Permanence à Tours du 21/10/89 : NR:30fr, DD:30fr, Stanley:30fr, Bacalao:50fr, Sab:150fr, Pr:70fr. Total : 360 fr.
Réunion publique à Nantes du 14/10/89 : DC:100fr, Do:50fr, Stanley:30fr, Al:100fr, Bacalao:100fr, Hägar:15fr, EV:150fr, NR:15fr, DD:15fr. Total: 575 fr.
Bordeaux : JCEv:300fr.
Rouen : D: 200fr.

TOTAL : 1.435,00 Fr
TOTAL 1989 : 18.836,50 Fr

LA "PASIONARIA":
une vie au service du capital

■ Avec une belle unanimité les différents secteurs de la bourgeoisie espagnole ont rendu hommage à Dolores Ibarruri, la "Pasionaria", morte le 12 novembre. "La plus universelle des femmes espagnoles", "Fleur du 20^{ème} siècle", "Symbole des travailleurs d'Espagne" ; il était normal que les staliniens espagnols en rajoutent : elle était "présidente" de leur parti. Mais ils ne sont pas les seuls : les éloges du porte-parole du gouvernement socialiste sont de la même eau et la droite n'est pas en reste : pour le "Parti populaire" (droite "musclée") c'est "un pan de l'histoire d'Espagne" qui disparaît, et le CDS (centre droit) souligne "l'amour qu'elle vouait à l'Espagne" ainsi que "la fidélité à ses idéaux et le courage avec lequel elle les a défendus". Au niveau international, les éloges sont du même cru. La bourgeoisie sait ce qu'elle fait : elle a depuis longtemps reconnu en Dolores Ibarruri un de ses meilleurs atouts contre la classe ennemie, le prolétariat.

La "Pasionaria" est devenue célèbre dans le monde entier grâce au discours qu'elle a prononcé à la radio, depuis le ministère de l'intérieur du gouvernement de la République espagnole, le 19 juillet 36, au lendemain du putsch fasciste. C'est dans ce discours qu'elle lance le fameux slogan : "no pasaran !". Ce discours est significatif des intérêts de classe qu'avec le PCE elle défend : "Travailleurs, antifascistes, peuple laborieux ! Soyez tous prêts à défendre la République, la liberté et les conquêtes démocratiques du peuple !". C'est clair : à la tête et comme porte-parole du PCE, elle défend la République bourgeoise contre... en fait, la classe ouvrière. Les choses seront encore plus claires en mai 37, à Barcelone, où le PCE est à la tête du massacre des ouvriers insurgés, où, avec l'aide des tueurs du Guepéou, il assassine Nin et Berneri et organise des procès sur le modèle de ceux de Moscou.

Les "qualités morales" de la Pasionaria, derrière l'imagerie d'Epinal, étaient à la hauteur de ses qualités comme défenseur du capitalisme. Ses anciens camarades de la direction du PCE ont souligné, dans différents récits, sa servilité à l'égard de Staline, sa mesquinerie, son arrivisme et son népotisme. Les staliniens et leurs complices "démocratiques" ont les "grands noms" qu'ils méritent. Le prolétariat ne les pleurera pas.

FM

QUAND LES DEMOCRATIES SOUTENAIENT STALINE POUR ECRASER LA CLASSE OUVRIERE

■ Toute la bourgeoisie "démocratique" d'Occident apporte aujourd'hui son soutien à la politique de l'URSS. Partout, les médias occidentaux ne ratent jamais une occasion de saluer la "pérestroïka" comme la condition enfin réalisée d'un dialogue avec un régime qui fut présenté pendant près d'un demi-siècle comme l'"Empire du mal". En fait, et contrairement à ce que cherche à nous faire croire la propagande bourgeoise, les bouleversements actuels dans les relations internationales ne traduisent nullement un antagonisme de fond entre les formes démocratiques et les formes totalitaires de l'Etat capitaliste. Les embrassades entre Bush et Gorbatchev, de même que les mea culpa des partis staliens dénonçant aujourd'hui les horreurs et les "erreurs" du stalinisme, ne sont rien d'autre que la reconnaissance ouverte d'un état de fait : l'effondrement irrémédiable du bloc militaire russe issu de la seconde guerre mondiale. Ainsi, la sympathie de la bourgeoisie occidentale pour Gorbatchev trouve sa signification essentiellement dans la nouvelle configuration de l'arène impérialiste mondiale et non dans une quelconque aversion pour l'Etat stalinien. Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir des articles élogieux dédiés par toute la presse occidentale à la Chine lorsque cette dernière s'est intégrée dans le bloc occidental après la guerre du Vietnam. Que la Chine ne se soit pas "démocratisée", que ce pays soit toujours dominé par la terreur sta-

linienne, cela n'a provoqué (jusqu'au "printemps de Pékin") aucun état d'âme à la bourgeoisie occidentale. Et si la campagne démocratique bat son plein aujourd'hui, si partout les médias occidentaux clament haut et fort la victoire de la "démocratie libérale" sur le "totalitarisme communiste", c'est bien parce que la bourgeoisie parvient encore à utiliser à son profit le plus grand mensonge de l'Histoire qu'a été l'identification du communisme avec le stalinisme. En continuant à asséner ce même mensonge, en présentant la contre-révolution stalinienne comme le prolongement de la révolution d'Octobre 17, l'objectif de toute cette propagande répugnante vise à éloigner le prolétariat de sa propre perspective historique, la seule qui soit porteuse d'avenir pour l'humanité : le communisme. La classe ouvrière ne doit pas se laisser impressionner par les cris d'orfraie de ses exploités. Elle doit démasquer les discours bourgeois, refaire toute la lumière sur son propre passé, en se souvenant que tous ceux qui, au nom de la "liberté" et de la "démocratie", saluent aujourd'hui l'effondrement d'un empire basé sur la terreur n'ont pas toujours été aussi scrupuleux en matière de "respect des droits de l'homme". Car ce sont bien ces mêmes démocrates qui, dans le passé, ont su apporter à Staline et à ses acolytes un soutien inconditionnel lorsqu'il s'agissait de défendre les intérêts du capitalisme mondial face au danger prolétarien.

■ La "démocratie" n'a jamais été autre chose que le masque hypocrite avec lequel la bourgeoisie a recouvert le visage hideux de sa dictature de classe. Cette hypocrisie, nous la retrouvons tout au long de l'histoire de la bourgeoisie "démocratique", à commencer par sa "déclaration des droits de l'Homme", il y a deux siècles. Mais là où cette hypocrisie s'est surpassée dans l'abjection, c'est bien dans l'attitude qu'elle a adoptée à l'égard de l'URSS tout au long de l'histoire de ce pays. Déjà, dans les premières années qui ont suivi la révolution prolétarienne d'octobre 17, les grandes "démocraties" occidentales, telles que la France, la Grande-Bretagne, les USA et la toute nouvelle république d'Allemagne, n'avaient pas éprouvé le moindre scrupule à soutenir militairement les armées blanches, conduites par la racaille des généraux tsaristes, qui essayaient de noyer dans le sang le pouvoir des "soviets". Mais dès que la révolution a commencé à refluer à l'échelle mondiale, notamment à la suite des tragiques défaites du prolétariat en Allemagne entre 1919 et 1923, dès que l'URSS n'a plus constitué une menace immédiate pour la bourgeoisie d'Occident, celle-ci s'est empressée de desserrer le "cordon sanitaire" qui encerclait et isolait ce pays afin de faciliter sa réinsertion dans le monde capitaliste (la bourgeoisie occidentale savait, en effet, qu'inévitablement la révolution russe, en l'absence d'un relai par la révolution dans les autres pays, ne manquerait pas de s'effondrer par une dégénérescence de l'intérieur).

LES DEMOCRATIES OCCIDENTALES, COMPLICES DE STALINE DANS L'EXTERMINATION DES COMBATTANTS D'OCTOBRE

Ce revirement dans l'attitude de la bourgeoisie occidentale à l'égard de l'URSS va surtout se concrétiser ouvertement à partir de 1925 à travers son soutien sans réserve à la lutte de Staline contre l'opposition de gauche qui, au sein du parti bolchévique, tentait de maintenir une politique internationaliste contre la thèse de la "construction du socialisme en un seul pays". Cette thèse, adoptée par le parti bolchévique, sous la houlette de Staline, à partir de 1925, correspondait à la démarche d'insertion de l'URSS dans le capitalisme mondial, elle signifiait tout simplement l'abandon de la perspective de la révolution communiste. Dans l'imagerie de la presse "démocratique", "l'homme au couteau entre les dents" allait désormais céder la place au respectable "Monsieur Staline". L'ensemble du monde capitaliste avait en effet reconnu en Staline l'homme de la situation, celui qui allait éradiquer les derniers vestiges de la révolution d'Octobre et auquel il fallait apporter tout le soutien nécessaire pour briser, exterminer la génération de prolétaires et de révolutionnaires qui, en pleine guerre mondiale, avaient osé engager la lutte à mort contre l'ordre capitaliste. C'est bien pour cela que la Sainte Alliance de tous les Etats "démocratiques" d'Occident se reconstitue non pas contre l'URSS mais au coude à coude avec celle-ci contre l'opposition de gauche qui se développe en URSS sous l'égide de Trotsky et qui constituait le principal représentant de cette tradition révolutionnaire, de la fidélité aux principes de l'Octobre prolétarien. Ainsi, alors que face au danger représenté par cette opposition, Staline avait dispersé les principaux membres de celle-ci en les envoyant comme ambassadeurs dans les pays d'Europe occidentale, à partir de 1927, une fois l'opposition affaiblie, il les rapatrie afin de pouvoir mieux les contrôler sur place et les éliminer. Dans ces basses oeuvres de la contre-révolution montante, Staline a pu bénéficier de la sympathie et du soutien actif de tous ceux qui, aujourd'hui, se font les ardents défenseurs de la "démocratie" contre le "totalitarisme", les gouvernements des Etats occidentaux, à commencer par celui de la France, lequel n'a pas hésité en 27 à exiger de l'URSS le rappel de son ambassadeur à Paris, Christian Rakovski, déclaré "persona non grata" par le gouvernement français pour avoir signé la plateforme de l'opposition de gauche. En le remettant entre les mains de ceux qui allaient le liquider, voilà comment le très "démocratique" gouvernement français a, le premier, offert ses bons et loyaux services à Staline en participant ainsi à

faire condamner Rakovski au 3ème procès de Moscou en 1938. Tous les Etats "démocratiques" en renvoyant les uns après les autres les ambassadeurs d'URSS appartenant à l'opposition, en livrant à leurs bourreaux cette génération de révolutionnaires qui symbolisait la continuité avec Octobre 17 ont apporté leur petite contribution aux grandes purges staliennes qu'ils dénoncent aujourd'hui à cor et à cri afin de nous faire oublier leurs propres exactions.

Parmi celles-ci, il faut encore rappeler la politique de tous les pays face au principal symbole encore vivant d'Octobre 17 et dirigeant de l'opposition de gauche, Trotsky. Ainsi, lorsque Trotsky est expulsé d'URSS en 1928, le gouvernement de Turquie (dont l'hostilité au bolchevisme était particulièrement féroce), de même avec Staline, le laisse pénétrer dans ce pays, sans passeport, en sachant pertinemment que les résidus des armées blanches, particulièrement nombreux à Constantinople, l'attendaient au pied ferme pour lui faire la peau (on sait aujourd'hui que Trotsky a échappé de justesse à plusieurs tentatives de meurtre). Et lorsque Trotsky quitte la Turquie, c'est également d'un commun accord avec Staline, que toutes les "démocraties" d'Europe occidentale refusent de lui accorder le droit d'asile. Pourchassé par les assassins à la solde de Staline ou des vestiges des armées blanches, Trotsky sera ainsi condamné à errer d'un pays à l'autre jusqu'au milieu des années 30, le monde entier étant devenu pour l'ancien chef de l'Armée Rouge une "planète sans visa". Et dans ce gigantesque complot du capitalisme mondial contre Trotsky, c'est la social-démocratie dont les Mitterrand, Gonzalez et consorts ne sont que les sinistres rejets, qui a constitué un des serviteurs les plus zélés du stalinisme. Entre 1928 et 36 tous les gouvernements occidentaux dirigés par la social-démocratie (parti social-démocrate en Allemagne et en Norvège, Labour Party en Grande-Bretagne, gouvernement du front populaire en France) collaborent avec Staline et ferment leurs frontières à Trotsky sous des prétextes fallacieux ou le mettent sous résidence surveillée (comme ce fut le cas pour la Norvège) en lui interdisant toute activité politique, toute critique du régime stalinien. Ainsi, dans cette chasse aux sorcières menée de concert avec Staline, toute la bourgeoisie démocratique n'avait pas hésité alors à fouler aux pieds ses grands principes "humanitaires" et "sacrés" du droit d'asile aux réfugiés politiques dont elle se revendique aujourd'hui encore avec tant de fierté. C'est dans la même tradition des Noske, Scheidemann, Ebert dont ils étaient les dignes héritiers que les sociaux-démocrates se sont comportés comme des chiens sanglants aux côtés de Staline contre tout ce qui représentait la dernière lueur d'Octobre 17.

A partir de 1936, lorsque, avec les grands procès de Moscou, se déchaîne dans toute son horreur la barbarie sanguinaire du stalinisme, c'est encore avec la bénédiction et la complicité directe des "démocraties" occidentales que Staline procède à l'extermination systématique des derniers combattants de la révolution d'Octobre. Toute la presse occidentale participe à sa façon à la propagande stalinienne de délation des opposants accusés d'être des agents d'Hitler. Non seulement aucun journal bourgeois ne met en doute la validité des procès, mais tous s'efforcent encore de les justifier en s'appuyant sur les "aveux" arrachés aux victimes sous la torture et en affirmant avec le cynisme le plus crapuleux "qu'il n'y a pas de fumée sans feu" (et dans cette hystérie générale du monde capitaliste, le journal "L'Humanité" se trouve, bien entendu, en première ligne, en appelant ouvertement au meurtre des "hitléro-trotskyistes"). Non seulement la bourgeoisie "démocratique" applaudissait des deux mains la liquidation en URSS de la vieille garde révolutionnaire de 1917 (Zinoviev, Kamenev, Rakovski, Radek, Boukharine...) et des millions d'ouvriers qui avaient participé à la révolution d'Octobre, mais elle permettait encore aux agents du Guépéou de pénétrer sur le territoire européen pour massacrer les opposants à Staline en exil. Aux tueurs recrutés directement dans le Guépéou ou dans les armées blanches réfugiées en Europe les gouvernements occidentaux (et notamment celui du Front Populaire en France) avaient alors laissé carte blanche en leur

accordant, à eux, un visa à durée illimitée !

De même, en Espagne, au cours de la guerre civile, le gouvernement républicain (composé de staliens et de sociaux-démocrates) s'est déchaîné contre tous ceux qui se trouvaient à la gauche du PC. Andrés Nin et tant d'autres seront kidnappés à leur domicile et sauvagement assassinés dans les geôles secrètes des staliens avec la complicité directe du gouvernement "socialiste" de Caballero qui ferme pudiquement les yeux. C'est ainsi que, en mai 37, va se monter en Espagne le même type de procès que ceux de Moscou contre les dirigeants du POUM qui seront jugés et condamnés comme "agents de Franco".

Voilà comment les démocraties occidentales - la France de Léon Blum en tête - ont apporté leur petite pierre à tout l'édifice de la plus effroyable contre-révolution de l'Histoire. Et ce sont ces mêmes gouvernements démocratiques, ces mêmes partis "socialistes" qui s'affichent aujourd'hui en donneurs de leçons contre la barbarie du régime stalinien alors qu'hier ils ont eux-mêmes trempés dans les pires crimes de Staline. Nos démocrates n'ont décidément aucune pudeur : il leur suffit de relire leur propre presse d'il y a cinquante ans pour se rappeler à quelle ignominie ils se sont abaissés lorsqu'ils léchaient les bottes de Staline en le couvrant d'éloges. Tous ces gangsters qui n'ont à la bouche que les mots de "liberté", de "démocratie", de "respect des droits de l'Homme" sont ainsi bien mal placés pour jouer les justiciers aujourd'hui. En particulier la très "démocratique" république française n'a vraiment rien à envier aux méthodes sanguinaires du stalinisme car c'est depuis plus d'un siècle et demi qu'elle se vautre, elle-même dans le sang des prolétaires. Qu'on se souvienne des ces dizaines de milliers d'ouvriers tombés sous les balles du gouvernement républicain en 1848, ou encore des combattants de la Commune de Paris sauvagement abattus par le gouvernement "démocratique" de Versailles, sans compter les tortures et les massacres de la population civile perpétrés lors des croisades impérialistes de la France en Algérie ou au Vietnam.

L'URSS ET L'OCCIDENT "DEMOCRATIQUE" DANS L'ARENE IMPERIALISTE

Après avoir exterminé les derniers représentants d'Octobre 17 tout au long des années 30, après avoir laminé la fine fleur du prolétariat mondial, le capitalisme avait alors les mains libres pour s'occuper de ses "propres affaires" sur la scène impérialiste. En s'intégrant dans le capitalisme, l'URSS était devenue un partenaire à part entière pour toute la bourgeoisie. Lorsqu'au début des années 30, la question de repartage du marché mondial commence à se poser de plus en plus clairement pour l'ensemble du capitalisme en crise, l'URSS devient un enjeu central dans la constitution de nouveaux blocs impérialistes. Toute la bourgeoisie occidentale s'efforce alors de se concilier les bonnes grâces de Staline. En 33, l'Allemagne quitte la SDN. Un an plus tard, Churchill accueille avec enthousiasme l'adhésion de l'URSS au sein de cette institution internationale issue de la première guerre mondiale et que Lénine qualifiait de "repères de brigands". Toute la bourgeoisie "libérale", de droite comme de gauche, exulte de joie, tandis que la presse occidentale n'a pas de mots assez élogieux pour saluer l'ouverture de l'URSS au "monde démocratique". Et dans ce concubinage obscène de la démocratie avec le stalinisme, c'est encore la France qui va se trouver en première ligne lorsque le 15 mai 35, son ministre des Affaires Etrangères, Laval, se rend à Moscou et signe un pacte de "sécurité mutuelle" avec l'URSS. C'est ainsi que Laval déclarera dans un communiqué publié le lendemain : "Monsieur Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité". C'est cette politique d'alliance avec l'URSS qui va permettre, au lendemain du pacte Laval-Staline, la constitution du "Front Populaire" en France, signant la réconciliation du PCF avec la social-démocratie pour les besoins du capital français dans l'arène impérialiste : Staline s'étant prononcé en faveur de l'armement de la France, du coup, le

(SUITE PAGE 7)

LES SYNDICATS PARALYSENT LES OUVRIERS...

■ Durant le mois de novembre, la bourgeoisie a poursuivi l'offensive qu'elle développe en force depuis la rentrée contre les luttes ouvrières. Parallèlement à la stratégie syndicale sur le terrain, la bourgeoisie a développé, via sa presse, une campagne d'intoxication au sein de la classe ouvrière visant à accentuer encore le retour en force des syndicats qui s'opèrent particulièrement depuis la rentrée. On peut lire et entendre depuis 1 mois que "le temps des coordinations est fini", que "les confédérations syndicales opèrent un intéressant retour sur l'avant-scène". Et la bourgeoisie de souligner la radicalisation des syndicats comme celle de FO, plus "apolitique", qui "joue désormais sur la même scène" que la CGT, sur la resyndicalisation relative des ouvriers comme à Peugeot et aux Finances. Elle s'extasie encore devant "le souffle unitaire qui de Peugeot aux agents des Finances a réuni tous les syndicats", et se félicite par exemple de la manifestation de la Fonction Publique du 7 novembre de "l'appel à la grève lancé par les 2 organisations (CGT et FO) aux fonctionnaires qui, c'est sans précédent, se sont même entendus sur le même itinéraire de manifestation".

L'occupation du terrain tous azimuts par des syndicats radicalisés, unis contre la lutte de classe, soutenus partout par les gauchistes, a en effet porté ses fruits.

À travers toute une série de manoeuvres concertées, préparées, les syndicats continuent à entraîner les ouvriers vers des impasses, paquets par paquets, les uns après les autres, pour les amener à la défaite.

Face au mécontentement persistant, les syndicats ne cherchent plus à éviter, à enrayer l'entrée en lutte. Au contraire, ils la soutiennent quand ils ne la provoquent pas eux-mêmes, s'en font le fer de lance, pour mieux la contrôler en canalisant la combativité existante vers des impasses, dans l'enfermement et l'isolement. Malgré la multiplication des conflits, centres de tri à Lille et Sotteville, RVI, Renault-Cléon, nettoyeurs à Beaubourg, arsenal de Cherbourg, chantiers navals de La Ciotat et de Saint-Nazaire, ATOS de l'Éducation Nationale, SNCF, etc..., les syndicats maintiennent les ouvriers dans l'éparpillement le plus complet, repliés chacun sur soi, divisés, contre le besoin vital d'étendre la lutte et de se rejoindre dans le combat.

Ainsi après Peugeot et les Impôts, les médias de la bourgeoisie focalisaient, l'"Huma" en tête, sur le conflit aux chantiers navals de Saint-Nazaire où les syndicats ont mis en place la même tactique d'enfermement, de pseudo-solidarité et, au bout du compte, ont jeté les ouvriers dans l'épuisement et la démoralisation.

LES OUVRIERS EN LUTTE PRIS DANS LES MAILLES DES SYNDICATS

Aux chantiers navals de Saint-Nazaire, c'est dès la mi-septembre que l'intersyndicale CGT-FO-CFDT, face au mécontentement par rapport aux salaires, proposait des débrayages quotidiens, atelier par atelier, reprenant comme revendication celle,

démagogique et illusoire mais "radicale", des 1 500 F. d'augmentation -selon la recette "payante" pour la bourgeoisie mise au point depuis la lutte de la santé l'an dernier.

Les ouvriers restaient ainsi enfermés dans l'entreprise, les syndicats, plus "combatifs" que jamais, organisant des actions de "popularisation" de la grève, de "solidarité" financière -autre recette qui a fait ses preuves à Peugeot et aux Impôts- auprès de la population comme par exemple au péage de l'autoroute, allant manifester à Nantes lors de la venue de Rocard, etc., etc. Vers la fin octobre, alors que les ouvriers qui perdaient environ 1 300 F. par mois sur un salaire moyen de 6 000 F., mettaient de plus en plus en doute "l'efficacité" des débrayages, alors que ceux de Peugeot avaient repris sans rien obtenir, alors que la grève aux Impôts s'effilocheait avec de plus en plus d'évidence, la direction des chantiers navals lock-outait le 2 novembre le chantier du Nordic-Express en construction, et l'intersyndicale décidait... l'occupation de force des bureaux d'étude.

Dans un partage des tâches bien orchestré, la direction refusait de négocier, puis attendait encore le 7 novembre pour lock-outer l'ensemble des chantiers et les syndicats décidaient la grève... pour occuper l'entreprise, entraînant les ouvriers dans un combat pourri d'avance. Il s'agissait d'un cran supplémentaire dans la manoeuvre organisée et concertée entre la direction et les syndicats -tactique largement rodée par le patronat et les syndicats depuis des dizaines d'années- afin de faire occuper l'usine par les ouvriers et les faire tomber dans une véritable souricière en les enfermant dans l'entreprise.

Le 14 novembre, ayant achevé de rendre impuissants les ouvriers en leur imposant un crapuleusement de pointer (!!!) pour toucher leur part du fonds de "solidarité" constitué au cours des divers appels... à la population, l'intersyndicale organisait une manifestation dans Saint-Nazaire, hyper-encadrée, "soutenue" par les retraités et les pré-retraités de la CGT. Et le 15, la direction acceptait, grande "victoire" syndicale, un conciliateur du gouvernement pour négocier avec les syndicats, appuyant ainsi l'idée que ce serait grâce à l'action radicale et à "la force" des syndicats que la direction aurait "plié".

LES SYNDICATS, MAITRES DU TERRAIN SOCIAL

La bourgeoisie a réussi en fin de compte à imposer encore plus les syndicats comme seuls interlocuteurs valables, et surtout comme organes "indispensables" à la lutte ouvrière ; ils sont en effet indispensables à la bourgeoisie pour encadrer les ouvriers et les conduire vers des défaites, qu'ils nous pré-

sentent comme des victoires. La manifestation de la Fonction Publique du 7 novembre à Paris a clairement démontré ce retour en force des syndicats, manifestation prétendument unitaire de l'ensemble du secteur public, où entre les drapeaux cégétistes et les calicots de FO, c'est la division, le saucissonnage, les revendications spécifiques, corporatistes et catégorielles, l'isolement de chaque secteur et de chaque branche, qui prévalaient et s'étaient dans les rues.

On peut être certain que les ouvriers des chantiers navals ne vont rien gagner, comme à Peugeot, comme aux Impôts, mais qu'on va essayer à toute force de leur faire croire que leur lutte est une victoire, parce que les syndicats étaient là, en tête et "pour" eux.

C'est la même tactique qu'on a vu à Peugeot et aux Impôts : une direction intransigeante, dure, qui refuse dans un premier temps de négocier avec les syndicats, faisant croire que les syndicats mettent réellement en danger le patronat et le gouvernement, tout cela servi par des médias montrant du doigt le méchant Calvet ou le mauvais Charasse ; puis dans un deuxième temps, on nous sert le plat de résistance : la direction recule et accepte de négocier face à la "détermination" des syndicats, et tout le monde hurle à la "victoire" !

Cette victoire-là est une défaite pour la classe ouvrière. On veut faire croire aux ouvriers qu'ils ont gagné quelque chose et que s'ils ont pu exprimer une force quelconque, s'ils ont pu s'exprimer tout court, ce serait grâce aux syndicats, et que le retour actuel des syndicats dans les luttes seraient une "victoire" ouvrière.

Rien n'est plus faux, rien n'est plus dangereux. Les ouvriers qui croient cela et se laissent entraîner derrière les syndicats tombent dans des pièges tendus d'avance par la bourgeoisie contre eux et c'est grave. Ils ne doivent pas se faire d'illusions ; lorsque les syndicats crient victoire, ils fêtent leur victoire contre les ouvriers.

Il y a un an, la classe ouvrière manifestait fortement et à juste raison sa méfiance envers les syndicats, à tel point que ceux-ci étaient ouvertement rejetés dans certaines luttes ; aujourd'hui ces mêmes syndicats reviennent en force et entraînent à la défaite des secteurs entiers de la classe ouvrière les uns après les autres.

Depuis quelques années, avec des forces de plus en plus faibles, ils arrivaient quand même à saboter les luttes ; aujourd'hui, le réel renforcement qu'ils opèrent, leur retour en force constituent un grave danger pour la classe ouvrière. L'expérience que les ouvriers ont acquis depuis plus de 20 ans de leurs sabotages en tous genres doit les armer pour renforcer leur vigilance et leur conscience que les syndicats sont plus que jamais leurs pires ennemis.

PPR

...LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT COGNENT

■ Nos bons sociaux-démocrates ont plein la bouche des discours sur le partage des fruits de la croissance. Pendant ce temps, dans la réalité, le gouvernement PS porte des attaques anti-ouvrières avec une violence et une brutalité redoublées.

D'ailleurs, le "pacte de croissance" avancé d'un ton doucereux par le gouvernement Rocard donne le ton : il ne s'agit plus de se référer au taux d'inflation pour déterminer le maximum des augmentations salariales sur un an, mais au "taux de croissance". Pourquoi ? La raison, non avouée publiquement bien sûr, en est simple : l'inflation se redéveloppe en flèche aujourd'hui alors qu'avec la récession qui s'amorce, le taux de croissance est en train de s'effondrer. Ainsi, pas question que les salaires suivent de près ou de loin les hausses de prix mais réduction plus brutale du pouvoir d'achat et du niveau de vie des salariés realignés sur un taux de croissance qui, s'il reste positif, ne pourra être que dérisoire. De plus, Rocard a le culot de prévenir que seulement un tiers de cette hypothétique croissance serait consacré aux hausses salariales, cela revient à un quasi-blocage effectif des salaires pour les années à venir.

En plus, toute une série de nouvelles attaques annoncées au cours de ces dernières semaines et dont certaines sont déjà mises en place touchent l'ensemble de la classe ouvrière jusque dans ses fractions les plus démunies :

- dès 1990, ce sera un prélèvement de 1 % qui sera retenu à la source sur les feuilles de paye et sur les pensions, sur tout revenu, imposable ou non, pour "combler" le sempiternel déficit de la Sécurité Sociale. Cette taxe va ainsi s'ajouter aux "mesures exceptionnelles" qui seront "exceptionnellement" reconduites pour la énième fois : le 1 % du "fonds de solidarité pour le chômage", déjà ponctionné sur les fiches de paye des salariés et le 0,4 % pour l'assurance-vieillesse taxé sur les revenus imposables ;

- derrière la renégociation du régime des retraites qui vient de supprimer la subvention de l'État au régime des retraites complémentaires, l'État et le

patronat se préparent à aller plus loin dans la réduction des pensions, notamment pour les retraités entre 60 et 65 ans ;

- la limitation à 12 mois dans la durée des contrats de travail précaire sous prétexte de "trop forte augmentation des emplois d'interim, à temps partiel ou précaire", ne sert nullement à limiter l'expansion de la précarité de l'emploi. Au contraire, les CLES (Contrats Locaux Emploi-Solidarité) rémunérés 2 600 F. par mois qui vont remplacer les TUC et les PIL ne seront pas moins nombreux mais cette limitation dans la durée servira simplement à renvoyer plus rapidement au chômage pur et simple les jeunes sans travail dont bien peu seront "intégrés" dans l'embauche ultérieure qu'on leur fait miroiter ;

- quant à la réforme de l'ANPE dont le rapport n'a pas encore été rendu public, la campagne orchestrée depuis quelque temps sur sa "gestion désastreuse" ne peut que laisser augurer de bien sombres perspectives tant pour les chômeurs qui peuvent encore toucher des allocations de cet organisme que pour les employés eux-mêmes dont certains viendront grossir leurs rangs.

En même temps, le gouvernement poursuit à toute vitesse les licenciements qui visent désormais en priorité des secteurs parmi les plus forts, les plus nombreux et les plus concentrés de la classe ouvrière :

- avec la fermeture de Renault-Billancourt d'ici 1992, ce sont 4 000 ouvriers qui vont se retrouver sur le pavé après 15, 20, 25 ans de travail à la chaîne et avec bien peu d'espoir de "reclassement". D'autant moins d'ailleurs que la plupart, étant immigrés, n'auront pas d'autre choix que "le retour"... ou l'expulsion !

- dans l'industrie textile de la région Roubaix-Tourcoing, 2 000 licenciements ont été annoncés au cours de ces dernières semaines pour la fin de l'année alors que 2 000 autres sont programmés au cours de l'année 1990. Là, c'est une véritable hémorragie de l'emploi qui va toucher de plein fouet une zone qui est un des poumons industriels du

pays ;

- de même 1 700 nouveaux licenciements doivent être effectués d'ici la fin de l'année dans le groupe sidérurgique Unimetal, ramenant le nombre d'ouvriers travaillant dans le groupe de 24 000 à 6 000 depuis 1984 ;

- d'ores et déjà la menace d'une prochaine liquidation du site de Saint-Nazaire pèse sur 5 700 ouvriers, sans compter les retombées sur l'emploi des entreprises sous-traitantes, après la fermeture cet été des chantiers de La Ciotat dans la construction et la réparation navale ;

- le vaste secteur des assurances est également en point de mire des "dégraissages" d'effectifs prévus au cours des prochains mois.

Les mêmes coups de massue sont assénés avec la même brutalité dans le secteur public :

- à la SNCF, c'est au rythme effréné de 4 500 par an pendant 5 ans à partir de 1990 que les suppressions d'emplois vont pleuvoir !

- à la RATP, ce sont aussi les conditions de travail qui vont devenir de plus en plus intolérables avec un doublement du trafic des RER notamment, sans effectifs supplémentaires ;

- au PTT, outre la nouvelle amputation d'un millier d'emplois pour 1990, la "réforme du statut juridique" des Postes n'est que la première étape d'un plan d'attaques d'envergure dans tout le secteur pour les années à venir.

Quant à la rudesse, à l'ampleur, à la puissance de ces attaques, elles ne cèdent en rien aux plans Mauroy-Delors de 82-83 où déjà, au lendemain de "l'état de grâce", le gouvernement "socialiste" avait institué notamment le blocage pur et simple des salaires, la réduction drastique des indemnités du chômage, les charrettes de licenciements dans l'automobile chez Talbot et Citroën, la deuxième vague de licenciements dans la sidérurgie...

Voilà quel est l'univers de bien-être que le capitalisme occidental, que notre "belle démocratie" réserve à ses ouvriers.

YD

LE "PARTAGE DES PROFITS CAPITALISTES"

UN SLOGAN BOURGEOIS POUR DEVOYER LES OUVRIERS DE LEUR TERRAIN DE CLASSE

■ "Les patrons peuvent payer davantage les ouvriers ; la preuve c'est qu'ils s'en mettent eux-mêmes plein les poches", "le gouvernement peut augmenter ses fonctionnaires ; la preuve c'est qu'il y a de l'argent dans les caisses de l'Etat". Voilà la rengaine que claironnent bien fort dans les luttes actuelles tous les syndicats et ces autres soi-disant "grands défenseurs" de la classe ouvrière que sont les partis staliniens et les organisations trotskystes comme L.O. et la L.C.R. ! Dans ce chœur s'élève la même voix d'éminents membres du P.S. pour réclamer "le renforcement du volet social de la politique du gouvernement" !

Du "scandale" monté en épingle par les médias sur la feuille de paie du PDG Calvet utilisé à fond pour relancer la grève et ranimer la colère ouvrière dans les usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux jusqu'aux manifestations des salariés des Finances où était scandé le mot d'ordre : "des sous, il y en a, aux impôts on sait ça", le même argument a été repris et amplifié sur tous les tons.

Tous ces beaux discours censés "stimuler" la combativité et la colère des ouvriers ne sont que des pièges pour les luttes ouvrières.

C'est partout -et pas seulement en France- que les ouvriers sont poussés à se battre sur ce terrain, où la bourgeoisie leur demande de faire dépendre leurs revendications de l'état de santé de l'économie nationale ou de l'entreprise qui les exploite. Aux Etats-Unis, les 58.000 mécaniciens de Boeing ont mené pendant 48 jours la grève la plus importante et la plus massive qu'ait connue la firme depuis 1948 pour "réclamer leur part" dans les "profits records" de la compagnie aérienne ; en RFA, les syndicats ont appelé à plusieurs reprises les métallurgistes d'IG-Metall à se remobiliser pour l'obtention de "la semaine de 35 heures" en fonction de "la croissance et de la santé florissante" de l'économie ouest-allemande.

Aujourd'hui parce qu'on leur dit que "l'économie va mieux" et que "les entreprises font des bénéfices mirobolants", les ouvriers sont poussés à croire qu'ils pourraient "profiter de la situation" pour "avoir leur part du gâteau" et améliorer leurs conditions de vie.

LES OUVRIERS N'ONT RIEN A ATTENDRE DE LA BOURGEOISIE, ... SINON DAVANTAGE D'ATTAQUES

C'est une illusion pure et simple. Cela ne correspond nullement à la réalité. Aujourd'hui, l'expérience quotidienne des ouvriers, c'est que le gouvernement -comme le patronat- intensifie plus que jamais ses attaques anti-ouvrières. Ce que vivent tous les ouvriers c'est que la chute de leur pouvoir d'achat s'accélère de mois en mois, c'est que leurs conditions de travail se détériorent de plus en plus, que les licenciements se multiplient, que le chômage augmente de plus belle, que la précarité de l'emploi est de plus en plus forte, que les mesures de protection sociale s'effondrent les unes après

les autres. Et quand ils réclament des augmentations de salaire, la bourgeoisie -gouvernement PS en tête- réplique : "Pas question !" Sinon de-ci, de-là quelques primes ou quelques petites qui ne compensent jamais le grignotage permanent des salaires. C'est au nom d'une "rigueur" à maintenir pour "faire face au choc de l'Europe" et pour "être plus compétitif face à la concurrence internationale" que le gouvernement impose ces attaques en demandant aux ouvriers "de se montrer responsables", de "modérer leurs revendications salariales", de "ne rien faire qui puisse mettre en danger la santé de l'économie nationale".

Dans les mois qui viennent, la situation ne pourra qu'empirer pour les ouvriers, le gouvernement parlera alors -comme il l'a fait maintes fois et là encore les ouvriers en ont déjà fait l'expérience- de "situation plus difficile" qui exige "la solidarité de tous", il invoquera alors "les mauvais résultats de l'économie" pour faire passer d'autres attaques encore plus lourdes et exhorter les ouvriers à accepter d'autres "sacrifices", d'autres licenciements, de nouvelles amputations de salaires et de pouvoir d'achat.

Si le gouvernement Rocard parle de "croissance" aujourd'hui, cela correspond avant tout à sa volonté d'imposer son "pacte de croissance" qui ne représente qu'une nouvelle attaque d'envergure contre toute la classe ouvrière (voir article ci-contre).

Que les entreprises fassent des profits ou pas, qu'il y ait des sous dans les caisses de l'Etat ou pas, ne doit nullement être une préoccupation de la classe ouvrière pour engager la lutte contre les attaques qu'elle subit de toutes façons de plus en plus durement.

LE PIEGE DES LUTTES CORPORATISTES

Lutter sur ce terrain-là, "pour un repartage des profits", ne serait pas seulement la pire des illusions, ce serait se livrer aux pires dangers. Où cela les mèneraient-ils ? Les ouvriers devraient alors lutter en tant qu'ouvriers de telle ou telle entreprise parce qu'elle fait des bénéfices. Cela, ce sont les syndicats qui le disent et cherchent à entraîner les ouvriers à lutter sur ce terrain. Se laisser ainsi pousser dans l'enfermement corporatiste ne peut conduire qu'à la défaite. La lutte à Peugeot polarisée pendant 2 mois autour de l'attitude du PDG Calvet est devenue "une lutte des Peugeot", la lutte à RVI à Annonay a pendant 6 semaines été présentée comme "la lutte des RVI". Chacune s'est achevée sur une défaite cuisante des ouvriers. Aux USA chez Boeing, la "reprise" du travail s'est effectuée autour d'un accord négocié entre direction et syndicats pour une augmentation de 4 % pour l'année (et seulement 3 % pour les deux années suivantes...) qui était la proposition même de la direction depuis le début du conflit qui a constamment affirmé avec intransigeance qu'elle n'irait pas

au-delà. En acceptant de se battre de manière isolée, corporatiste, les fonctionnaires des Finances se sont laissés manipuler par le gouvernement. On a vu ce qu'est devenu aujourd'hui ce qui nous a été présenté l'an dernier comme la "Victoire" des infirmières, un reclassement indiciaire qui annule les augmentations salariales, une détérioration continue des conditions de travail (voir R.I. n°183).

Les discours sur "le partage des bénéfices" de l'entreprise ne sert qu'à pousser chaque ouvrier à lutter chacun dans leur coin contre "son" patron, pour "ses" propres revendications particulières. Ce n'est pas sur ce terrain que les ouvriers peuvent imposer un rapport de forces capable de faire reculer la bourgeoisie. Ce n'est pas sur ce terrain qu'ils peuvent continuer à se battre. Il ne sert au contraire qu'à ramener les ouvriers derrière les syndicats qui, eux, sont partie prenante d'une vision corporatiste de la lutte où ils font tout pour rattacher les ouvriers aux intérêts de l'entreprise et de la corporation.

Quand les gauchistes de L.O. et de la L.C.R. racontent de façon similaire que "les ouvriers en ont assez d'être sacrifiés, que l'injustice sociale ne passe plus quand s'accumulent les 'superprofits' des patrons, les fortunes des nantis et les spéculations des boursicoteurs et des initiés qui se vautrent dans le luxe", ils prétendent que les ouvriers ne pourraient lutter qu'en période de prospérité économique pour réclamer "leur part" des profits de l'entreprise ou de la croissance économique, aberration totalement étrangère à la réalité la plus élémentaire de la lutte de classe où les ouvriers sont poussés à lutter, à se battre pour défendre leurs conditions de vie sous la pression des mesures anti-ouvrières, des attaques du gouvernement et de toute la bourgeoisie, ils ne font que servir de rabatteurs aux syndicats. Leur seul objectif, c'est de ramener les ouvriers derrière l'agitation de la lutte syndicale.

LE PIEGE DE LA GESTION DU CAPITALISME

Pour L.O., pour le PC, pour les syndicats, l'expansion économique supposée serait le résultat même d'une politique de blocages de salaires et de licenciements qui permet aux capitalistes de faire plus de production et de profits avec de moins en moins d'ouvriers, de moins en moins payés. Ainsi, conclue même L.O. (éditorial d'Ariette Laguilleur du 23.09) "les ouvriers seraient de plus en plus volés". Que diront les débiteurs de ces sornettes quand le miroir aux alouettes de la pseudo-prospérité économique se sera dissipé d'ici quelques mois à peine ?

Eh bien, comme ils l'ont déjà fait dans le passé récent, ils changeront simplement le même fusil d'épaule en parlant alors de mauvaise gestion gouvernementale, en proclamant que les "choix" et les priorités économiques ne sont pas les "bons" -au besoin en parlant comme L.O. de la crise en terme de "crise de restructuration, de croissance". On verra alors chacun reprocher des "recettes" gestionnaires comme le PC avec sa "relance de la consommation populaire". On verra alors chacun accuser plus violemment le gouvernement P.S. d'une "gestion de droite" ; PC et CGT en tête lui reprochant -comme aux beaux jours des gouvernements de droite- de "casser", de "brader", les entreprises et l'économie nationale.

Tous continuent, quelle que soit la situation économique du moment à délivrer le même message mensonger aux ouvriers : il s'agirait pour les ouvriers de réclamer une autre gestion du capitalisme avec plus de justice sociale, moins d'inégalités et pour réaliser cela, il suffirait de "prendre l'argent là où il est" et de "faire payer les riches".

Voilà le fin mot de tous ces boniments : qu'il s'agisse de réclamer une répartition plus équitable des "produits de la croissance" ou une meilleure gestion "plus sociale" de l'économie, leur seul but est de chercher à persuader les ouvriers que la défense de leurs conditions de vie contre l'exploitation est tout bonnement un problème de gestion du capitalisme. Ce n'est pas pour rien que leur discours rejoint celui de Mitterrand et du PS qui savent parler eux aussi de "répartition plus équitable des fruits de la croissance" et prétendent que leur "action" au gouvernement va aussi dans ce sens.

Cela revient purement et simplement à chercher à aveugler les ouvriers en leur faisant croire qu'ils pourraient défendre leurs intérêts en se laissant attacher derrière la défense de l'entreprise et de l'économie nationale. Ces intérêts-là n'ont rien à voir avec ceux de la classe ouvrière, ils sont au contraire ceux de son ennemi, la bourgeoisie. Se laisser embarquer dans cette voie reviendrait pour les ouvriers à se laisser enchaîner dans la logique du capital et de la concurrence capitaliste et à se livrer pieds et poings liés aux attaques toujours plus fortes de la bourgeoisie.

C'est seulement en luttant unitairement en tant que classe pour défendre leurs conditions de vie que les ouvriers pourront, en restant sur leur propre terrain de classe, développer leur force collective et mener efficacement la lutte. C'est cette lutte seule qui porte en elle-même la nécessité et la possibilité d'abolir le capitalisme et toute société d'exploitation.

Y.D.

Affaire du "foulard islamique"

ENCORE UNE CAMPAGNE DEMOCRATIQUE !

■ Quelques gamines en foulard sur les bancs de l'école, et toute la classe politique bourgeoise de s'émouvoir et de nous monter un spectacle ahurissant pendant des semaines. On a eu droit à la Une des journaux, à des débats "passionnés" à la télévision, à des interpellations du gouvernement à l'assemblée nationale, etc, etc... A croire tous ces bonimenteurs, notre sort à tous dépendrait d'une paire de fichus.

Écoutons-les un instant : le fanatisme et l'intégrisme nous menacent ! La précieuse laïcité de l'école républicaine est remise en cause ! Quand ce n'est pas la liberté de pensée, de confession, ou même la liberté des femmes ! Et puis quoi encore ?

Il y a les défenseurs purs et durs de l'école laïque, dans le PS comme à droite, sur le corps desquels il faudra marcher pour entrer enturbanné ou calotté à l'école publique, et il y a les "mous", derrière Jospin ou Harlem Désir, plus "tolérants", avec la main tendue vers ses "malheureuses"... Tout le monde doit se pencher aujourd'hui sur cette "question fondamentale" : est-ce que la société française doit céder sur la laïcité, "si durement acquise depuis Jules Ferry" ? Ou est-ce qu'il faut la faire évoluer parce que "notre société a évolué", parce que derrière ce problème se pose la question "profondément humaine" de "l'intégration des immigrants" ?

Toutes ces questions n'ont rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière ! L'école, qu'elle soit laïque ou autre, n'est que l'école de la bourgeoisie, la liberté, dont on nous rebat les oreilles n'est que la liberté pour les ouvriers de se faire exploiter et mystifier.

Pourquoi donc la bourgeoisie, PS en tête, nous a monté un tel spectacle ? Quand il s'agit de semer le trouble dans les consciences ouvrières, la classe dominante se donne tous les moyens.

Ainsi, elle a monté de toutes pièces cette campagne en allant chercher une poignée de gamines fanatisées dans quelques coins perdus de France et en plaçant ces malheureuses affolées devant les projecteurs. Une fois le décor et les accessoires placés, la campagne pouvait battre son plein. Et cette campagne n'est là que pour dire aux ouvriers : "Regardez comme la démocratie bourgeoise est belle !" "Existe-t-il une autre société où l'on peut débattre, réfléchir ou s'exprimer avec autant de liberté ? Et si elle a des défauts, ne fait-on pas tout pour l'améliorer ? Et cette liberté qu'elle permet, n'est-elle pas le bien le plus précieux qu'il faut sauvegarder et même défendre à tout prix ?"

Ce message, les ouvriers sont obligés de l'avalier à toutes les sauces aujourd'hui. Quand ce n'est pas à travers la campagne sur les foulards et l'école laïque et républicaine, c'est à travers celles pour défendre les femmes battues ou les enfants martyrs, ou encore celle qui célèbre les victoires contre le racisme et l'apartheid. D'ailleurs, cette démocratie n'est-elle pas aujourd'hui magnifiquement et puissamment réclamée par tous ces peuples d'Europe de l'Est ?

Si les pays dits socialistes ont été pendant 60 ans les pays du "grand mensonge", ce sont les "démocraties" occidentales qui font tout pour l'être aujourd'hui, et cela pour enchaîner les ouvriers derrière elles. La bourgeoisie tend ainsi un piège mortel à la classe ouvrière et toutes ses campagnes ne sont que des chants de sirène pour l'y attirer.

Si la crise a débarrassé le monde du stalinisme, la classe ouvrière a la responsabilité de débarrasser l'humanité du capitalisme mondial et de son principal défenseur : la démocratie bourgeoise.

J.E.

LE CAPITALISME OCCIDENTAL, LE "MEILLEUR DES MONDES" ?

■ A l'heure où tous les médias bourgeois nous vantent les mérites du capitalisme occidental, la réalité quotidienne des massacres, du terrorisme, du chaos dans lequel s'enfoncent le Salvador et le Liban, nous dévoile dans toute leur horreur le vrai visage du monde capitaliste. Quand des populations entières sont quotidiennement prises en otage dans la guérilla sanguinaire qui oppose la terreur d'Etat et les bandes de gangsters du front Farabundo Marti, quand au Liban, aujourd'hui plus que jamais "ingouvernable", les rivalités impérialistes locales se déchaînent pour la énième fois, on essaie encore de nous faire croire en cet "avenir radieux" que nous réserve ce système en pleine putréfaction. Mais ce pourrissement général de toute la société n'est pas seulement

le lot des pays les plus sous-développés. En plein coeur du monde industrialisé, dans la ville symbole du capitalisme libéral, New-York, toute la vie sociale est devenue un enfer quotidien : la misère grandissante, le développement pharamineux de la drogue, de la prostitution, de la criminalité sont à l'image de l'état de décomposition de toute l'infrastructure de la ville. Toute cette barbarie n'est qu'un concentré de la réalité d'un système condamné par une crise économique chronique et sans issue. Elle n'est rien encore à côté de ce qui attend l'ensemble de l'humanité dans les années à venir. Voilà ce qu'est aujourd'hui le "meilleur des mondes possibles", le monde "démocratique" et "prospère" dont on nous chante à tue-tête les louanges !

SALVADOR

■ L'horreur. Il n'y a pas d'autre mot pour exprimer les carnages perpétrés au Salvador par les combats que se sont livrés les 2 cliques rivales du gouvernement et du FMLN (Front Farabundo Marti de Libération Nationale) dans leur guerre pour le pouvoir. Les médias annonçaient 1 300 morts parmi les militaires et les guérilleros au bout d'une semaine ; mais c'est parmi la population que le massacre était le plus meurtrier ; plus de 2 000 morts annoncés officiellement en 3 jours, et 3 jours après, le nombre de victimes était tel que personne n'osait avancer un chiffre quelconque. La population et particulièrement celle des quartiers populaires de la capitale et des villes environnantes, c'est-à-dire des centaines de milliers de gens, était purement et simplement prise en otage soumise directement au feu et aux bombardements massifs des deux bandes armées ; d'un côté des guérilleros dispersés dans les différents quartiers populaires de toute la ville, organisant des opérations-éclair ici et là, se protégeant dans les immeubles et les maisons ; de l'autre, des militaires détruisant, bombardant systématiquement, armés par exemple de DC 3 militarisés, utilisés pendant la guerre du Viet-Nam, porteurs de mitrailleuses lourdes et capables d'anéantir tout ce qui bouge sur un espace grand comme un terrain de football en une minute !

Le Président Cristiani déclarait cyniquement pour "rassurer l'opinion internationale" que "l'aviation n'était autorisée à bombarder que les positions du FMLN", alors justement que celui-ci s'était crapuleusement retranché dans les quartiers les plus po-

pulaires.

Cristiani déchaînait aussi "les escadrons de la mort" et certains petits chefs militaires qui avaient toute latitude pour effectuer de véritables pogroms de la population, parachevaient le travail meurtrier de l'aviation, interdisant tout secours aux milliers de blessés agonisant sous les décombres, rasant totalement des quartiers entiers, bloquant plus de 200 000 habitants sans nourriture et sans eau en plein milieu des combats, sous les bombes et les tirs de roquettes.

Et tout cela avec le soutien ouvert, l'appui logistique et militaire des USA, ce champion de la "démocratie" et de la "liberté".

Toute cette horreur, ces monstruosité perpétrées par deux gangsters bourgeois qui ne valent pas mieux l'un que l'autre, ne sont pas dues à des conditions exceptionnelles. C'est ce vers quoi tend l'ensemble du monde capitaliste gangrené gravement par l'aggravation de ses contradictions ; la pourriture et la décomposition avancées qui s'y développent vont apporter dans la période à venir toujours plus d'instabilité, de massacres, de guerres entre cliques capitalistes rivales, de misère, dans un cadre social toujours plus délirant. L'humanité va subir toujours plus violemment les convulsions de ce système en pleine décadence. Et seules la destruction de fond en comble de ce système par le prolétariat mondial et la réalisation de la révolution communiste mondiale pourront y mettre fin.

PPR.

NEW-YORK

■ Elections municipales à New-York, la ville la plus "riche" du monde a été relativement mise en vedette pendant quelques semaines. Et ce qui s'est révélé de cette mégapole, siège de Wall-Street, place boursière la plus importante du capitalisme, c'est que, si elle est caractéristique du capitalisme occidental aujourd'hui, c'est par le pourrissement, la décrépidité, la "calcutaisation" selon une expression locale. La ville modèle du libéralisme est en fait un monceau d'ordures. Si l'on est suffoqué par les chiffres concernant New-York -27 millions de dollars de budget annuel, 240 000 employés municipaux- on est pris de vertige par la réalité sous-jacente : 500 millions de dollars de déficit officiel, 850 ponts et passerelles de la ville qui n'ont pas reçu une goutte de peinture depuis au moins 15 ans, et qui risquent de s'effondrer à tout moment. Il faudrait près de 3 millions de dollars, ne serait-ce que pour procéder à la remise en état et à l'entretien minimum des infrastructures de la ville. De plus, quelques 170 km de canalisations de gaz sont vieilles de 50 voir 70 ans et n'ont pas connu d'entretien sérieux depuis lors. De même pour les canalisations de vapeur d'eau destinées au chauffage de la ville qui, vétustes elles-aussi, sont périodiquement sujettes à des accidents dont le dernier en date, en août dernier, a causé la mort de 3 personnes et des brûlures sérieuses à 24 autres.

Quant au réseau d'alimentation en eau potable, il vient de fêter son 90^{ème} anniversaire assorti d'un entretien minimum. Ce qui aboutit à des incidents dont les moindres sont de voir couler une eau couleur caramel à son robinet, et le pire à ce jour a

été la rupture d'une canalisation, libérant 20 000 tonnes d'eau à Columbus Circle. Cet "accident" a noyé une partie de Broadway et de la 6^{ème} Avenue, avec les inconvénients que l'on peut imaginer sur les habitations alentour, l'inondation des métros, etc... S'il n'y a pas eu de victimes cette fois, c'est vraiment par chance. Entre juin 88 et juin 89, il y a eu plus de 600 interruptions importantes dans la distribution d'eau ! Pres de 2 par jour en moyenne. Il en va de même pour l'électricité, le téléphone, les transports, etc...

A cela il faut encore ajouter le nombre proprement faramineux des agressions, des crimes et délits divers, de l'usage de la drogue. Autant de délices que nous réserve, partout dans le monde, cette société en décomposition, mais qui prennent dans les grandes villes et à New-York en particulier un tour particulièrement dramatique. Nous manquons de place ici, pour développer l'horreur quotidienne que représente ce monde pourrissant. La campagne électorale, si elle a étalé à longueur de médias les illustrations de cette décrépidité, c'était pour affirmer, en même temps, qu'il n'y a pas de solution, que cette situation est fatale. Et s'il y a quelque chose de vrai là-dedans c'est bien que fatalement, la survie du capitalisme signifie le pourrissement, la décomposition de la société, avec ce que cela implique pour les conditions de vie de la population en général.

Et ce jusqu'à ce que le prolétariat, seule classe porteuse d'avenir, détruise à son tour ce système destructeur !

P.

LIBAN

■ Hypocrites et répugnants, tous ces bourgeois qui pleurent aujourd'hui la mort du président libanais Moawad, "martyr des valeurs nationales et humanistes, martyr de l'amour, de l'espoir et de la promesse d'un avenir meilleur", selon son premier ministre Selim El Hoss.

Oser qualifier Moawad de "martyr des valeurs humanistes" et de "martyr de l'amour", c'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles, quand on sait que son élection à la présidence, il la doit aux pressions les plus sordides et les plus variées, qu'elles proviennent des puissances occidentales (comme la France), dont les intérêts impérialistes majeurs recommandent une certaine stabilité dans la région, ou de la Syrie qui cherche à étendre sa mainmise, sinon à "légaliser" sa présence au Liban.

Ce sont toutes ces pressions que l'on a vu s'exercer depuis des mois lors des tractations et marchandages crapuleux entre le fameux "triumvirat" représentant la majorité des pays arabes (à la solde du bloc US) d'un côté, la Syrie et les différentes cliques libanaises de l'autre ; tractations qui ont abouti en octobre dernier aux "accords de Taëf" (la bourgeoisie ose appeler ça "accords" ou encore mieux : "document d'entente nationale"), qui fondamentalement sanctionnent et imposent la présence syrienne au Liban. L'élection de Moawad n'était que le résultat de cela !

Mais oser qualifier ce bourgeois libanais de "martyr de l'espoir et de la promesse d'un avenir meilleur", c'est vraiment trop ! Parler d'un avenir meilleur pour le Liban est un mensonge ignoble aujourd'hui dans le capitalisme. Ce pays est déchiré depuis 15 ans, et aujourd'hui encore plus que jamais, entre les intérêts impérialistes les plus variés, depuis les cliques des gangsters locaux jusqu'aux impérialismes régionaux, le tout sous la coupe du bloc occidental.

Si le Liban a servi de champ de manoeuvre au bloc US pour développer, pendant des années, son offensive contre le bloc russe, aujourd'hui c'est un pays en pleine décomposition qui est livré à des hordes armées (milices chrétiennes, musulmanes, chiites ou sunnites, palestiniennes, pro-iraniennes...) de moins en moins contrôlables et à des appétits impérialistes locaux contradictoires (Syrie, Irak, Israël...). Il est devenu aujourd'hui le théâtre d'un tel chaos que, de la bouche même de Georges Bush : "les Etats-Unis ne peuvent ni ne veulent plus rien faire".

L'assassinat même de Moawad est une illustration de plus de cette situation : il a été tué par une bombe télécommandée (il est raisonnable de penser que seuls des services secrets bien structurés, et non quelques terroristes isolés ou quelques "fous de Dieu", ont pu organiser un tel attentat), alors qu'il était protégé par un véritable mur d'hommes en armes et de plus en plein milieu de la zone de Beyrouth contrôlée par ses "parrains", les Syriens.

La "réconciliation nationale" que Moawad appelait de ses vœux quelques instants avant de mourir, n'est qu'une utopie. Le Liban ne peut que s'enfoncer encore plus dans la barbarie, c'est la décomposition qui atteint de plus en plus l'ensemble du système capitaliste qui le lui promet, comme elle promet d'autres Libans à l'humanité.

25.11.89
JE

REUNIONS PUBLIQUES

Sur le thème :

LES CAUSES DE L'EFFONDREMENT DU CAPITALISME D'ETAT A L'EST

NANTES :

Réunion publique le samedi 16 décembre à 17h à "La Fraternité Protestante" 3, rue Amiral Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 2 décembre et 5 janvier à 20h30, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, les samedis 16 décembre et 13 janvier de 10h30 à 11h30.

TOURS :

Permanence le samedi 9 décembre à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.
Vente de la presse le samedi 16 décembre de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

MARSEILLE :

Permanence le 16 décembre de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", 4 cours Joseph-Thierry-13001.
Vente de la presse les samedis 17 décembre et 13

janvier au marché de la Plaine, place Jean Jaurès (5^{ème}) de 11h à 12h.

TOULOUSE :

Réunion publique le vendredi 15 décembre à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).
Permanences les vendredis 8 décembre et 12 janvier à 18h30, même adresse que pour les RP.
Vente de la presse les dimanches 10 décembre et 14 janvier de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Pucés, place St-Sernin.

ROUEN :

Réunion publique le samedi 2 décembre à 14h30 à la Halle aux Toiles.
Permanence le samedi 13 janvier, même heure, même adresse.

LYON :

Permanence le mercredi 13 décembre de 18h à 19 h au café "Le Français" 2, place A. Poncet, Lyon 2^{ème}, M^o Bellecour.
Vente de la presse le dimanche 10 décembre au marché de Vaulx-en-Velin, à partir de 11h30.

LILLE :

Permanence le samedi 16 décembre de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.
Vente de la presse les 1^{er} et 3^{ème} dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

PARIS :

Permanences TOUS LES SAMEDIS (sauf le samedi de la réunion publique qui a lieu tous les deux mois), de 18h à 20h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

QUAND LES DEMOCRATIES SOUTENAIENT STALINE...

(SUITE DE LA PAGE 3)

PCF vote à son tour les crédits militaires et signe un accord avec les radicaux et la SFIO.

Mais lorsqu'il s'agit des antagonismes entre les fractions de la bourgeoisie internationale, les alliances ne peuvent être que circonstancielles et soumises aux marchandages entre les différents re- quins impérialistes. Ainsi, lorsque Staline dont la politique consistait à vendre la neutralité de l'URSS au plus offrant, s'acquitte avec Hitler au début de la seconde guerre mondiale en échange de la Moldavie, des pays baltes et d'une partie de la Pologne, on assiste alors au déchaînement de toute la bourgeoisie démocratique contre la "barbarie" des régimes "totalitaires", qu'ils soient d'obédience fasciste ou stalinienne. En France, le PCF interdit et chassé du Parlement, redécouvre alors, comme par enchantement, les principes de "l'internationalisme prolétarien" et ira même jusqu'à appeler les ouvriers à lutter sur leur propre terrain de classe à travers le mot d'ordre de... "défaitisme révolutionnaire" !

Lorsqu'en 41, Staline, suite à l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS, réintègre le giron du bloc impérialiste adverse, ce sont de nouveaux les grandes embrassades entre l'Alliance démocratique et l'Etat stalinien. En particulier, c'est dans la plus chaleureuse fraternité que s'organise la coopération militaire entre la "France libre" et l'URSS (par exemple à travers la création de l'escadrille d'aviation franco-russe Normandie-Niemen). Le PCF retrouve alors sa fibre chauvine et, jetant une nouvelle fois aux poubelles de l'histoire ses principes "révolutionnaires internationalistes" redécouverts pour la circonstance en 39, se lance à corps perdu, à travers la "Résistance", dans la boucherie impérialiste mondiale au nom de la défense de la "patrie socialiste" et de la "France éternelle".

L'URSS, GENDARME DU CAPITALISME OCCIDENTAL EN EUROPE

La défaite du prolétariat qui a conduit à la 2ème boucherie impérialiste n'avait pas pour autant éliminé toutes les inquiétudes de la bourgeoisie face à la lutte de classe. Depuis la première vague révolutionnaire, la bourgeoisie mondiale était hantée par le spectre d'un nouveau surgissement révolutionnaire du prolétariat. C'est pour cela qu'elle devait se donner toutes les garanties pour éviter, notamment à la fin de la seconde guerre mondiale, une situation semblable à celle de 1917-18. Après la chute d'Hitler (qui, lui aussi, avait bénéficié à son heure, au début des années 30, du soutien des démocraties occidentales lorsqu'il s'agissait de parachever par la terreur la défaite sanglante du prolétariat allemand), il fallait un nouveau gendarme pour l'Europe face à toute tentative de soulèvement prolétarien. Staline ayant fait ses preuves comme bourreau du bolchévisme tout au long des années 30, c'est à lui que la bourgeoisie des pays "démocratiques" va enfin confier la responsabilité du maintien de l'ordre social en Europe. Après avoir été l'homme de la contre-révolution en URSS au milieu des années 20, Staline va être reconnu et salué comme l'homme de la "Libération". Ainsi, dès la fin de la guerre, les Alliés favorisent l'occupation russe partout où ont surgi des révoltes ouvrières notamment à Varsovie et à Budapest (1). Car l'Armée Rouge était la mieux placée pour ramener l'ordre dans ces pays soit en massacrant le prolétariat, soit en le détournant de son terrain de classe au nom du "socialisme". C'est bien pour cela que toute la bourgeoisie "démocratique" des pays vainqueurs non seulement offre en pâture à Staline les territoires à "haut risque social", mais appelle les PC au gouvernement dans la plupart des pays européens (notamment en France et en Italie) en leur dédiant une place de premier ordre dans les différents ministères (Thorez en France sera nommé vice-président du Conseil en 1944). Cette politique pro-russe du bloc des "Alliés" à la "Libération" constituait la meilleure carte que pouvait jouer la bourgeoisie

face au risque d'explosions ouvrières : seules les fractions staliniennes étaient en mesure de soumettre un prolétariat exsangue et affamé aux intérêts du capital national. Seuls ceux qui, dans les rangs ouvriers, colportaient l'ignoble mensonge de la "Russie communiste" pouvaient contrer toute velléité de soulèvement prolétarien en amenant les ouvriers enrôlés dans la "Résistance" à déposer les armes qui leur avaient été confiées pour massacrer leurs frères de classe.

Ainsi, jusqu'à la fin de la guerre, toute la bourgeoisie "démocratique" sera cul et chemise avec l'impérialisme russe et il sera conclu, en 44, entre Churchill, Roosevelt et Staline le fameux traité de Yalta où les "Alliés" accorderont à ce dernier, pour le prix du sang de ses 20 millions de victimes dans la guerre, non seulement les territoires obtenus lors du pacte germano-soviétique, mais encore la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie et une partie de l'Allemagne, comme zone d'influence exclusive de l'URSS, faisant de ce pays une super-puissance impérialiste antagonique au bloc US. Voilà comment Staline a pu se faire payer les 20 millions d'êtres humains massacrés sur le front russe pour le compte des "démocraties" occidentales dans la plus abominable boucherie qu'ait connue l'humanité.

EN AGONISANT, LE STALINISME REND UN DERNIER SERVICE A LA BOURGEOISIE "DEMOCRATIQUE"

Ainsi, l'histoire de ces soixante dix dernières années montre que l' attitude des "démocraties" occidentales vis-à-vis du stalinisme n'a nullement été déterminée par une quelconque position de principe ou par un quelconque antagonisme inconciliable à l'égard du régime stalinien.

Aujourd'hui, la bourgeoisie "démocratique" n'a pas de mots assez durs pour dénoncer l'horreur qu'a représenté le stalinisme. Elle cherche à nous faire croire qu'elle a toujours abhorré ses méthodes sanguinaires alors qu'elle en a été le meilleur allié lorsque ce régime de terreur servait ses intérêts de classe ou ses appétits impérialistes.

C'est avec la même duplicité, la même dégoûtante hypocrisie que la bourgeoisie "démocratique" d'Occident salue en Gorbatchev l'homme qui a "osé mettre fin à plus d'un demi-siècle de dictature stalinienne". En témoignant aujourd'hui à Gorbatchev la même sympathie qu'elle avait, hier, témoignée à Staline, elle ne vise en réalité qu'un seul objectif : perpétuer le même mensonge consistant à identifier le stalinisme avec le communisme. Si, pendant la période la plus noire de la contre-révolution, ce mensonge a pu être exploité pour embrigader des millions d'ouvriers sous les drapeaux du capital grâce au mythe de la "patrie socialiste", aujourd'hui, au bout de 20 ans de reprise historique des combats de classe, toute cette campagne abjecte sur le thème de la "victoire du capitalisme sur le communisme" poursuit, en réalité, le même but : en continuant à assimiler le communisme au stalinisme, il s'agit, pour la bourgeoisie d'utiliser ce dernier comme repoussoir afin d'enterrer une nouvelle fois le communisme et effacer de la mémoire du prolétariat le souvenir d'Octobre, non pas pour son passé comme c'était le cas dans les années 30, mais pour l'avenir qu'il représente.

Voilà pourquoi toute la bourgeoisie "démocratique" occidentale jubile aujourd'hui : malgré les bouleversements que la dislocation du bloc de l'Est va provoquer dans le système de relations internationales, la faillite du stalinisme constitue, dans l'immédiat, sur le plan idéologique face au développement des combats de classe, une victoire pour le capitalisme dans son ensemble. Jusqu'à son dernier souffle, et dans son agonie elle-même, le stalinisme aura servi les intérêts du capital.

Plus que jamais, la classe ouvrière doit refuser de se laisser bercer par les chants de sirènes des démocrates de tous bords. Elle doit dénoncer leur répugnante hypocrisie, leur faire ravalier toutes leurs vomissures en se souvenant que les "libérateurs" d'aujourd'hui - bourgeois "libéraux", socio-démocrates ou staliniens défroqués - ont toujours été ses bourreaux.

Dans ses combats futurs contre la misère et la barbarie de ce système pourrissant, le prolétariat devra rallumer la flamme d'Octobre pour enterrer à son tour le stalinisme avec sa pire complice, la démocratie bourgeoise.

Avril

(1) Dans ces deux villes, alors qu'elle se trouvait déjà dans leurs faubourgs, l'Armée "rouge" laissera écraser par l'armée allemande, sans bouger le petit doigt, les insurrections visant à chasser celle-ci. Staline confiait ainsi à Hitler le soin de massacrer des dizaines de milliers d'ouvriers en armes qui auraient pu contrarier ses plans. Le même cynisme avait d'ailleurs été affiché auparavant par les "démocraties" occidentales vis-à-vis de l'Italie. En 43, alors que Mussolini avait été renversé et remplacé par le maréchal Badoglio, favorable aux Alliés, et que ces derniers contrôlaient déjà le Sud du pays, ils n'ont rien fait pour avancer vers le Nord. Il s'agissait de laisser les fascistes régler leur compte aux masses ouvrières qui s'étaient soulevées, sur un terrain de classe, dans les régions industrielles d'Italie du Nord. Interpellé pour cette passivité, Churchill répondra : "Il faut laisser les italiens mijoter dans leur jus".

PUBLICATIONS DU C.C.I.:

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA
Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 1134, BXL 1
1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
EM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION
Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)
Pour tous contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de REVOLUTION INTERNATIONALE avec la mention suivante : R.I./R.M

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I. BP 581 - 75027 Paris Cedex 01

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)
(publication en langue Indli)
Pour tout contact, correspondance ou souscription, écrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS :

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :
FRANCE : 100F ; ETRANGER : 100F ; PAR AVION : 120F
ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :
FRANCE : 75F ; ETRANGER : 75F ; PAR AVION : 90F
ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :
FRANCE : 170F ; ETRANGER : 170F ; PAR AVION : 210F

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS par chèque bancaire ou postal à adresser à la boîte postale de RI : BP 581 75027 PARIS CEDEX 01, en mentionnant sur le chèque : à l'ordre de "R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS"

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, **veuillez expliquer les raisons du versement** (abonnement journal ou revue, commande de brochure ou soutien, etc...)

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :
- **Journal RI** :
abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.
- **Revue Internationale** :
abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

BROCHURES DU C.C.I. :

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
NATION OU CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE
15F + 3F pour frais d'envoi
PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.
15F + 3F pour frais d'envoi
ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE
15F + 3F pour frais d'envoi
LA DECADENCE DU CAPITALISME
15F + 3F pour frais d'envoi
L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION
20F + 6F pour frais d'envoi
LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE
30F + 12F pour frais d'envoi
SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE : Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et l'opposition de gauche internationale - 1929-1933
13F + 5F pour frais d'envoi
BROCHURE SUR LA REVOLUTION RUSSE
15F + 3F pour frais d'envoi
BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES (Octobre 88)
10F + 6F pour frais d'envoi

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 9, cité Beauharnais 75011 PARIS
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

Courant Communiste International Revue Internationale/ 59

4ème trimestre 1988

16 ff / 78 fb

CONVULSIONS CAPITALISTES
ET LUTTES OUVRIERES

8EME CONGRES DU CCI
Les enjeux du Congrès
La situation internationale

LES VRAIES CAUSES
DE LA 2ème GUERRE MONDIALE
(Gauche Communiste de France, 1945)

LE RAPPORT FRACTION-PARTI
Polémique avec "Battaglia Comunista"



UN MEME CAPITALISME EN FAILLITE

■ Il est une vérité qui éclate aujourd'hui ouvertement au grand jour : c'est celle de la faillite économique des pays de l'Est.

LA BANQUEROUTE DU CAPITALISME A L'EST EST UN PHENOMENE IRREVERSIBLE

L'économie de l'URSS elle-même s'enfonce de plus en plus nettement dans le chaos. En effet, pour ces dernières années, le XIIème plan prévoyait une croissance économique d'au moins 20%, mais les résultats obtenus sont bien évidemment d'une toute autre nature. La brutalité des faits est là, ce qui a frappé l'économie soviétique en 1989, c'est la récession. Les "experts" économiques officiels d'URSS la chiffrent à 5%. L'économie se désindustrialise ainsi à marche forcée. Cette accélération de la récession n'empêche pourtant pas un développement spectaculaire de l'inflation, annoncée à 10% par les autorités de Moscou. Mais que valent ces chiffres lorsque l'on sait pertinemment que le rouble est une monnaie "de singe", qui devra nécessairement être massivement dévaluée, et de manière bien plus importante que ce qui a été fait dernièrement, afin si possible de pouvoir retrouver un minimum de crédibilité. Ceci est d'ailleurs tellement vrai que les autorités soviétiques ont été obligées de promettre de payer toute une part du revenu des agriculteurs en dollars. Récession, inflation, pénurie, déficit budgétaire (13% du PNB), l'économie soviétique s'écroule irrémédiablement. Mais si l'économie d'URSS se trouve ainsi dans une situation de délabrement avancé, elle ne peut pourtant pas se prévaloir d'en détenir l'exclusivité. Tous les pays qui constituaient depuis plus de quarante ans le bloc impérialiste soviétique, se retrouvent actuellement dans une situation économique désastreuse. Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, autant d'économies nationales à la limite de la banqueroute pure et simple. Après avoir progressé dans les années 70 (plus de 8% par an entre 1971 et 1975), le commerce interne du CAEM, est tombé à 3,2% en moyenne entre 1981 et 1985, pour stagner totalement depuis 1988. Tous ces pays doivent revoir à la baisse pour 1990 leurs prévisions en matière de croissance du PNB et ceci malgré une dette qui pour l'ensemble des pays du CAEM est passée de 60 milliards de dollars en 1984 à 97,2 milliards de dollars à la mi-1989. Ce constat de faillite économique des pays de l'ex-bloc impérialiste soviétique est aujourd'hui incontestable, il est à la racine de l'effondrement des régimes staliniens et de la forme spécifique du capitalisme d'Etat qui leur correspond.

C'EST LE CAPITALISME MONDIAL QUI S'ENFONCE DANS LA CRISE

Si par conséquent les économies des pays de l'Est sont en plein chaos, par contre, parler à leur propos de la faillite de l'économie socialiste ou communiste est un pur mensonge. Ce mensonge monstrueux est destiné à l'ensemble de la classe ouvrière des pays occidentaux. La bourgeoisie veut faire ainsi rentrer absolument dans la tête des ouvriers que l'économie capitaliste est la seule capable d'assumer la vie de la société, la seule capable d'éviter la faillite et tout son cortège de misères et de souffrances. La preuve, proclame-t-elle cyniquement, regardez ce qui se passe à l'Est! En réalité, et la bourgeoisie de tous les pays le sait pertinemment, l'écroulement de l'économie des pays capitalistes de l'Est ne fait que précéder dans le temps, comme l'ont déjà fait les économies capitalistes des pays les plus pauvres et les plus faibles de par le monde, l'enfoncement généralisé du capitalisme dans la crise et le chaos économique.

Pour cacher cette vérité aux yeux des ouvriers, pour cacher la réalité de la nature capitaliste de la crise mondiale, pour mener à bien son sale travail de propagande, la bourgeoisie occidentale, à l'image de la bourgeoisie de l'Est, ne recule devant aucun moyen. Journaux, radios, télévision, tous déversent sans cesse leurs sales mensonges. C'est ainsi que nous pouvons apprendre que la crise écono-

mique dans les pays "démocratiques" ne serait plus qu'un mauvais souvenir. Que celle-ci est maintenant pratiquement terminée. Il ne s'agirait plus pour la classe ouvrière que d'être un peu patiente, pour pouvoir enfin se partager équitablement les "justes fruits de la croissance retrouvée".

Malgré tous ses mensonges, la bourgeoisie ne peut empêcher la réalité de faire son chemin. Et c'est ainsi que, confrontée au mini-effondrement boursier du 13 octobre dernier, elle s'est retrouvée forcée d'en attribuer les causes à une simple affaire d'OPA manquée sur United Airlines. Partout, elle a affirmé que ce mini-krach était bien moins grave que celui de 1987. Alors qu'en vérité, c'est tout le contraire qui est vrai. Si octobre a connu son mini-krach, eh bien, novembre n'en sera pas jaloux. Le voilà lui aussi avec une bourse qui vacille à nouveau. Dans un contexte d'effondrement du bloc impérialiste russe, et sous la poussée des tensions inflationnistes aux USA, la réduction annoncée des dépenses militaires américaines de 195 milliards de dollars a suffi à nouveau pour que Wall Street s'emballe et prenne peur, plongeant immédiatement de manière spectaculaire (-20,62 points en une seule séance).

Cette hyper-sensibilité et cette hyper-fragilité des marchés boursiers n'est pas le simple fruit du hasard. Pour empêcher la récession de se développer ouvertement, les USA, mais également tous les autres pays développés n'ont cessé, depuis octobre 87, d'injecter toujours plus d'argent dans l'économie. Le fameux déficit américain est maintenant largement connu. Mais le Japon, l'Angleterre, la RFA-et même la France dans une moindre mesure-y sont allés allègrement en matière de politique de crédits. En Grande-Bretagne par exemple, les crédits aux entreprises ont progressé dans la dernière période de près de 50% pour atteindre actuellement 10,2 milliards de Livres. Mais cette véritable politique de l'autruche ne pouvait durer indéfiniment. Il n'y a pas d'illusion à se faire. Du mois d'avril 1988 à la moitié de l'année 89, l'inflation dans les pays les plus industrialisés est passée de 3,2% à 5% en moyenne. Ce qui fait dire aux experts bourgeois : "la parade des autorités monétaires face au krach de 1987 a consisté à injecter des liquidités. Mais la situation a changé. La réponse de l'activité qui a suivi cette stimulation en 1988-89 a fait remonter le taux d'utilisation des capacités et les pressions inflationnistes" ("L'Expansion" de novembre 89). Autrement dit, le rythme que nous avons connu d'injection de capitaux, et de politique de crédit ne peut plus être maintenu dorénavant avec la même ampleur. C'est pour cela que ce qui sera fait ne pourra pas empêcher un développement de l'inflation, tout en ayant simultanément comme conséquence d'enfoncer l'ensemble de l'économie des pays capitalistes les plus industrialisés dans une récession dont personne aujourd'hui n'est en mesure de déterminer l'ampleur.

Tous les ouvriers doivent le savoir, l'Ouest aussi est dorénavant confronté à une nouvelle récession ouverte. Ceci est la dure réalité d'un capitalisme qui maîtrise de moins en moins l'enfoncement de son économie dans la crise.

Et contrairement à ce que peuvent laisser entendre certains secteurs de la bourgeoisie ou certains journalistes à la solde du capitalisme, l'effondrement du bloc stalinien n'ouvre en rien un nouveau marché pour le capitalisme occidental. Il n'est pas besoin d'être un grand spécialiste en économie pour comprendre que l'économie des pays de l'Est est définitivement insolvable. Libéralisation ou pas, économie de marché ou pas, pas un de ces pays ne peut être compétitif sur un marché mondial qui ne peut aller qu'en se réduisant. Si, par conséquent, l'économie capitaliste des différents pays de l'Est s'est enfoncée définitivement dans le chaos économique, cela ne fait que montrer nécessairement le chemin que suit en la matière l'ensemble du capitalisme mondial y compris les pays les plus développés tels les USA, l'Europe ou le Japon.

LA CLASSE OUVRIERE FACE A SES RESPONSABILITES

Les ouvriers dans les pays de l'Est connaissent parfaitement les énormes difficultés que rencontre chaque famille ouvrière, chaque jour de la semaine, dans sa quête des moyens de subsistances. Ils vivent au quotidien les files d'attente interminables devant des magasins désespérément vides, le lait qu'on ne trouve pas en quantité suffisante pour nourrir convenablement les enfants. Pénurie d'essence, pénurie de fuel, de médicaments, la liste pourrait être longue. Et lorsque l'on trouve le nécessaire, encore faut-il pouvoir l'acheter, avec un salaire qui a perdu en moyenne près de 30% de son pouvoir d'achat entre 1988 et 1989.

Dans cette situation de misère grandissante, il est impératif que la classe ouvrière comprenne que la "libéralisation de l'économie", l'introduction de la concurrence et les privatisations annoncées comme celle des chantiers navals à Gdansk en Pologne, n'apporteront rien de bon. Au contraire, bon nombre d'entreprises et d'usines non rentables vont devoir fermer, provoquant ainsi inéluctablement une explosion d'un chômage massif. La libéralisation des prix, quant à elle, entraînera nécessairement une inflation qui s'averera rapidement incontrôlable, accompagnée de hausses spectaculaires des prix (l'arrêt des subventions de l'Etat à certains produits de base y contribuera aussi). Sous la botte de la bourgeoisie stalinienne, la classe ouvrière dans les pays de l'Est avait déjà payé lourdement son tribut à la crise. Mais quelles que soient les fractions bourgeoises, libérales ou réformatrices, qui puissent dorénavant se retrouver au pouvoir, il n'y a aucune illusion à se faire, l'avenir est à des attaques de plus en plus dures des conditions de vie. Et c'est la même réalité qui attend leurs frères de classe à l'Ouest.

Bien sûr la crise n'y a pas atteint le même degré de développement. Même face à une maladie mortelle, les plus fortes résistent toujours plus longtemps. Il n'y a qu'à penser aux pays capitalistes d'Afrique ou d'Asie et leurs millions de crève-la-faim. Cette crise est la crise du capitalisme mondial et la récession ouverte qui s'installe déjà en Occident, va s'accompagner d'attaques des conditions de vie des ouvriers, telles que nous n'en avons pas connues depuis des dizaines d'années. Il faut s'attendre en Europe notamment à une nouvelle accélération brutale du chômage, à une détérioration importante de notre pouvoir d'achat. Plusieurs millions d'hommes vivent actuellement en Europe et aux USA en dessous du minimum vital. Combien seront-ils, dans quelque temps ?

Où est la fameuse supériorité de l'Ouest sur l'Est ? C'est le capitalisme mondial qui est de plus en plus aspiré dans l'effondrement de son économie.

Seule la classe ouvrière est en mesure de faire face à cette situation. Mais vouloir résister simplement aux attaques économiques toujours plus dures que nous allons subir ne suffit pas. Chaque ouvrier doit en premier lieu se persuader absolument que c'est le capitalisme mondial qui est en crise à l'Est comme à l'Ouest.

Pat

LISEZ NOTRE BROCHURE :



Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "lutttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompus.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.